



Politique Sociale pour Planificateurs du Développement dans le Contexte de la Pandémie du COVID-19

Appel à Candidatures

L'Annonce en Bref

Genre : Cours à court-terme

Domaine : Politique Sociale

Début du Cours : 05 Octobre 2020

Durée : 9 Semaines

Langue : Anglais - Français

Location : Course en Ligne

Frais : Prise en charge par la CEA

Date Limite de dépôt des candidatures : 18 Septembre 2020

Public Cible : Technocrates spécialisés en Politique Sociale

Site Web : <http://services.unidep.org/e-idep/>

Candidatures : <https://www.unidep.org/?apply>



JUSTIFICATION DU PROGRAMME

Au cours de la décennie écoulée, le paysage de la politique sociale africaine a été témoin d'importants nouveaux développements. En novembre 2008 et après de nombreux faux départs, la première Conférence ministérielle sur le développement social en Afrique, qui s'est tenue à Windhoek (Namibie), a adopté le Cadre de Politique Sociale Africaine de l'Union Africaine (CPS). Le CPS est un document visant à fournir une compréhension large du concept de « Politique Sociale » et de ses multiples fonctions dans l'atteinte des objectifs de développement inclusif de l'Afrique.

En lien direct avec le CPS, l'Institut de Recherche des Nations-Unies pour le Développement Social (UNRISD) a investi des ressources considérables pour approfondir la réflexion politique sur la place et les rôles de la politique sociale dans le développement en vue de réduire le fossé entre la littérature et le corpus de connaissances contenues dans les études sur la Politique Sociale et le Développement. Le produit de l'UNRISD a démontré l'ancrage mutuel et la connexion vertueuse qui existe entre la politique sociale et la politique économique et a plaidé pour un programme de « politique sociale transformatrice » pour les pays d'Afrique et ceux du Sud, en général, placés dans la catégorie des pays ayant tardivement enclenché leur processus de développement.

En outre, il y a de nouveaux développements dans le domaine de la politique sociale à l'échelle mondiale tels que le nouveau Cadre de Politique Sociale de l'UA conformément à l'Agenda 2063, et les dimensions sociales des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies (ODD1 sur «Mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde) pour tous » et ODD8 sur« Promouvoir une croissance économique inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ».

Sur le plan de la politique intérieure, la plupart des pays africains accordent une attention particulière aux questions de politique sociale et de protection sociale, car leurs plans de développement national sont ancrés dans les réalisations de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour les ODD et de l'Agenda 2063 de l'UA.

Par ailleurs, le cours de politique sociale s'inscrit cette année dans un contexte très particulier, la pandémie COVID-19. La spécificité de cette pandémie réside dans ses mesures d'atténuation (confinement, couvre-feu, distanciation sociale etc...) pour limiter la pression sur les services de santé provoquant des perturbations majeures dans l'économie des pays et du monde.

Alors que l'impact immédiat sur la santé continue d'évoluer, les conséquences indirectes au-delà de la santé portent déjà un lourd tribut. Il s'agit notamment de l'insécurité alimentaire, du manque de fournitures médicales, de la perte de revenus et de moyens de subsistance, des difficultés à appliquer des mesures de distanciation sanitaire et physique, d'une crise de la dette imminente, ainsi que des risques politiques et de sécurité connexes .

Les économistes prédisent que la récession et la baisse du PIB sont inévitables en raison des impacts économiques (vols suspendus, perturbation des chaînes d'approvisionnement; nouveau creux de déclin du pétrole brut; fermeture d'entreprises) entraînant des impacts sociaux avec un taux de chômage sans précédent, une perte de revenu; taux de pauvreté plus élevé avec des millions de personnes dépendant des banques alimentaires.

Selon la CEA, les effets du COVID-19 sur l'emploi sont susceptibles d'être graves dans les zones urbaines. Les secteurs urbains de l'économie (industries et services) qui représentent actuellement 64% du PIB en Afrique devraient être durement touchés par les effets liés au COVID-19, entraînant des pertes substantielles d'emplois productifs. En particulier, les quelque 250 millions d'Africains dans l'emploi urbain informel (hors Afrique du Nord) seront menacés. Les firmes et les entreprises des villes africaines sont très vulnérables aux effets liés au COVID-19, en particulier les PME qui représentent 80% des emplois en Afrique.

¹ Secretary General Policy Brief on "COVID-19 Impact on Africa", May 2020.

Ces risques sont aggravés par une hausse probable du coût de la vie, comme le montrent par exemple certains rapports initiaux d'augmentation de jusqu'à 100% du prix de certains produits alimentaires dans certaines villes africaines.

L'impact sur les économies africaines pourrait être le ralentissement de la croissance à 1,8% dans le meilleur des cas ou une contraction de 2,6% dans le pire des cas. Cela a le potentiel de plonger 29 millions de personnes dans l'extrême pauvreté.

Même si la propagation du COVID-19 est maîtrisée en Afrique, ses dommages économiques seront inévitables. Le prix du pétrole, qui représente 40% des exportations africaines, a diminué de moitié, et les principales exportations africaines telles que les textiles et les fleurs fraîchement coupées se sont effondrées. Le tourisme, qui représente jusqu'à 38% du produit intérieur brut (PIB) de certains pays africains, a effectivement cessé, tout comme l'industrie du transport aérien qui le soutient. Les entreprises effondrées peuvent ne jamais se rétablir. Sans une réponse rapide, les gouvernements risquent de perdre le contrôle et de faire face à des troubles. Pour protéger et favoriser notre prospérité partagée, au moins 100 milliards de dollars de relance budgétaire sont nécessaires pour répondre immédiatement aux besoins urgents en matière de soins de santé, fournir un filet de sécurité aux plus vulnérables, protéger les emplois et soutenir l'activité économique lorsque cela est possible.

Les problèmes susmentionnés soulignent l'importance des mécanismes de protection sociale tels que les allocations de chômage, mais aussi l'investissement dans les soins de santé et l'éducation numérique, car des millions d'enfants en Afrique ont arrêté leur scolarisation à cause du COVID-19, en particulier en Afrique.

Plusieurs initiatives sont actuellement menées à travers le continent autour des régimes d'assurance sociale, des régimes de retraite contributifs et des régimes de transferts sociaux non contributifs. La majorité des initiatives de protection sociale sont menées par des acteurs internationaux (bilatéraux et multilatéraux) désireux d'investir dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion prolongées ou simplement de contribuer aux efforts visant à soutenir certains des États africains les moins bien dotés pour atteindre les ODD et le programme 2063. Cependant, de fortes composantes politiques nationales et de circonscriptions politiques sont également apparues au sein des pays africains eux-mêmes pour renforcer leur intérêt dans la politique sociale et la protection sociale. Le contexte de la politique électorale a stimulé cet intérêt national croissant.

De toute évidence, la politique sociale et la protection sociale en tant que partie intégrante de celle-ci sont devenues une préoccupation centrale de la communauté des politiques, ce qui oblige à investir dans le renforcement de la capacité des responsables politiques africains à les saisir, à y répondre et à les appliquer efficacement. Face au menu d'initiatives qui sont promues à travers l'Afrique impliquant le mélange d'acteurs ayant chacun leurs propres points d'entrée et de préoccupation, il est encore plus urgent de doter les responsables politiques africains d'une capacité solide non seulement pour s'engager, mais développer également des instruments adaptés à leur contexte national tout en respectant le programme de développement inclusif de l'Afrique.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

L'objectif principal de ce cours est de contribuer au développement d'une masse critique de fonctionnaires de niveau supérieur et intermédiaire évoluant dans le domaine du développement ainsi que de décideurs fortement orientés vers et sensibilisés à la politique sociale qui seront mieux outillés pour formuler et mettre en œuvre des plans de développement dans lesquels les politiques et stratégies économiques et sociales seront entièrement harmonisées pour produire les résultats transformateurs souhaités.

À l'issue de ce programme de renforcement de capacités, les participants devraient avoir acquis:

² ECA Report "COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies", April 2020

- de solides connaissances de l'histoire, de la diversité et des fondements conceptuels de la politique sociale;
- une très bonne compréhension des interconnexions entre la politique économique et sociale, les objectifs de développement économique et les résultats de développement social;
- une excellente appréciation de la valeur d'une prise de décision publique, intégrée et holistique;
- une compréhension et une maîtrise du caractère multidimensionnel des instruments de politique sociale et des fonctions de celle-ci dont, en particulier, les voies par lesquelles les instruments de politique sociale produisent divers résultats;
- une solide capacité à concevoir des instruments de politique sociale pour la mise en œuvre;
- des compétences pour apprécier et évaluer des instruments de politique sociale concurrents, leurs forces et faiblesses; et enfin
- la capacité à collaborer, de manière efficace, avec des acteurs extraterritoriaux qui proposent des services de conseil dans le domaine des politiques, les consultants en politiques y compris.
- Une meilleure connaissance de la politique sociale dans les pactes internationaux pour atteindre les ODD et l'Agenda 2063.
- Aborder la politique sociale dans le contexte de la pandémie de coronavirus

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours consistera en un certain nombre de modules portant sur la politique sociale. L'on peut citer, entre autres, les modules suivants:

- **Module 1:** Les Principes de la Politique Economique et de la Planification du Développement
- **Module 2:** Introduction à L'Economie Politique de la Politique Sociale et les Origines de la Protection Sociale
- **Module 3:** Politique Sociale: Typologie, Diversité des Instruments
- **Module 4:** La Politique Sociale dans les Agendas Internationaux: Agenda 2063 et Agenda 2030
- **Module 5:** Protection sociale: Domaines, Dimensions, Instruments et Outils
- **Module 6:** Analyses Comparatives des Expériences de Politique Sociale en Asie de l'Est
- **Module 7:** L'Indice de Développement Social Africain
- **Module 8:** Financement de la Politique Sociale
- **Module 9:** Vers un Cadre de Politique Sociale Transformatrice en Afrique
- **Module 10:** Dynamiques Démographiques et Développement

METHODOLOGIE

Ce cours à rythme libre sera dispensé du 05 octobre au 4 décembre 2020. Le cours sera modéré de manière asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer à des discussions en ligne hebdomadaires. En outre, chaque module comporte des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du sujet de ce module. Les leçons sont conçues de manière que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension grâce à des quiz intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Web et des lectures facultatives sont fournies aux participants qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur le sujet du cours.

PUBLIC CIBLE

Les Participants cibles sont les suivants:

- Les responsables politiques et les gestionnaires de niveau intermédiaire et supérieur directement liés ou responsables de la planification, de la conception, de la gestion, du suivi et de l'évaluation de la politique et des instruments de développement dans leur pays;
- Les fonctionnaires extérieurs aux institutions de planification de base qui jouent un rôle clé dans la formulation des politiques économiques et / ou sociales au sens large.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Admission au Cours

Applicants to the course are expected to have, as a minimum, a bachelor's degree preferably to social policy. In addition, two years of work experience in the field will be required. Qualified female candidates are strongly encouraged to apply.

Until the registration deadline, participants are accepted to the course on a rolling basis and subject to availability of slots.

Applications must be completed exclusively on IDEP online application platform at

Les candidats au cours doivent avoir au minimum une licence en politique sociale ou en économie. De plus, deux années d'expérience de travail dans le domaine seront requises. Les candidates qualifiées sont vivement encouragées à postuler.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants sont acceptés au cours sur une base continue et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les candidatures doivent être remplies exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP au : <https://www.unidep.org/?apply>

Certificat

Un certificat de fin de stage sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui auront réussi les auto-évaluations liées au stage présentées pour chaque module.

Prérequis Techniques

L'accès à l'internet est une condition essentielle de la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciel, sont requises pour suivre ce cours d'apprentissage en ligne. Veuillez consulter votre administrateur de réseau ou votre responsable des systèmes pour vous assurer que vous disposez des éléments suivants :

- Platform: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 or Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MO de RAM, 1 Go d'espace disque disponible
- Logiciels:
 - o Adobe Acrobat Reader
 - o Adobe Flash Player
 - o Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - o Navigateur: Google chrome, Firefox 36 ou supérieur ou Internet Explorer 7 ou plus
- Modem: 56 K
- Noter que JavaScript, les cookies et les pop-ups doivent être activés

- o Adobe Flash Player
- o Microsoft Office (Windows or Mac) or Open Office
- o Browser: Google chrome, Firefox 36 or higher or Internet Explorer 7 or higher
- Modem: 56 K
- Note that JavaScript, Cookies and Pop-ups must be enabled

CONTACT INFORMATION

IDEP E-Learning and Knowledge Management Division

Tel: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email: elarning@unidep.org